

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-09 du 6 mars 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Cour américaine du commerce international ordonne le remboursement des droits IEEPA

Climat – énergie – environnement

2. Le pôle EDDT participe à un sommet US-UE sur le Gaz naturel liquéfié (GNL) à Pittsburgh (Pennsylvanie)
3. Le Département de l'Énergie réunit les pays du « Vertical Gas Corridor » pour renforcer la coordination énergétique
4. Les promoteurs de GNL américains signent en 2025 le plus grand volume de contrats de vente et achat depuis 2022

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire américain aux Transports annonce un financement du transport public dans les villes hôtes de la Coupe du Monde 2026

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

6. NVIDIA renforce ses liens avec le secteur de la santé et des biotechnologies

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Cour américaine du commerce international ordonne le remboursement des droits IEEPA

Le 4 mars, la Cour américaine du commerce international (U.S. Court of International Trade – CIT) a [rendu](#) une ordonnance enjoignant à l'administration (U.S. Customs and Border Protection – CBP) de rembourser les droits imposés en vertu de l'IEEPA, récemment annulés par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Learning Resources, Inc. v. Trump* [Voir [Brèves sectorielles](#) du 20 février 2026].

L'ordonnance du CIT impose au CBP de liquider ou de reliquider les importations "sans tenir compte des droits fondés sur l'IEEPA". Elle s'applique largement à toutes les importations non liquidées soumises à ces droits, ainsi qu'aux importations déjà liquidées pour lesquelles la liquidation n'est pas encore définitive.

L'ordonnance affirme d'abord que « tous les importateurs déclarants dont les importations étaient soumises à des droits fondés sur l'IEEPA » ont le droit de bénéficier de la décision récente de la Cour suprême, qu'ils aient ou non introduit une action devant la CIT.

Dans son ordonnance, la CIT rappelle qu'elle conserve la compétence pour prononcer des injonctions à portée nationale concernant les remboursements de droits de douane. Il a distingué à cet égard la décision récente de la Cour suprême dans *Trump v. CASA, Inc.*, dans laquelle la Cour avait jugé que les juridictions fédérales ne disposent pas d'un pouvoir inhérent pour prononcer des injonctions universelles. Selon lui, cette décision ne s'applique pas directement à la CIT ni à l'affaire en cause, car (i) le Customs Courts Act de 1980 confère à la CIT une compétence territoriale nationale et (ii) la CIT exerce une compétence exclusive pour les litiges relatifs aux droits de douane.

Brèves

- Le 05 mars, une coalition de 24 procureurs généraux et gouverneurs démocrates a [déposé](#) un recours devant la CIT afin de bloquer et annuler la mise en œuvre du nouveau droit de douane global de 10 % imposé en vertu de la Section 122 par D. Trump, au motif qu'il serait inconstitutionnel et contraire à la loi.
- Le 05 mars, le Représentant américain au commerce (USTR) J. Greer et le secrétaire mexicain à l'Économie M. Ebrard ont [annoncé](#) le lancement des discussions bilatérales dans le cadre de l'examen conjoint obligatoire de l'Accord États-Unis–

Mexique–Canada (USMCA) à compter de la semaine du 16 mars.

Climat – énergie – environnement

2. Le pôle EDDET participe à un sommet US-UE sur le Gaz naturel liquéfié (GNL) à Pittsburgh (Pennsylvanie)



Le pôle Ecologie, Développement Durable, Energie et Transport (EDDET) du SER a participé le 23 février au « EU-US LNG Cooperation 2.0 Summit » organisé par la délégation de l'Union européenne aux Etats-Unis et l'association américaine de GNL « [LNG Allies](#) ».

L'événement se tenait en lien avec le 10^{ème} anniversaire du départ du premier cargo exportant du GNL américain, depuis le terminal Sabine Pass (Louisiane) le 24 février 2016. Les échanges ont permis de rappeler la place stratégique des Etats-Unis dans la réduction de la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles russes : en 2025, les États-Unis ont ainsi été le principal fournisseur de GNL de l'UE avec près de 58 % de ses importations totales de GNL. Les importations en provenance des États-Unis ayant triplé depuis 2021. Organisé en Pennsylvanie, deuxième producteur de gaz naturel aux États-Unis, le sommet a permis d'aborder le potentiel de cette région qui offre des gisements importants avec des niveaux d'émissions associées relativement moins élevés que d'autres zones de production aux Etats-Unis. Au plan de l'actualité réglementaire, les échanges ont abordé les projets de réforme du processus d'autorisation (« permitting ») aux Etats-Unis, cruciaux en ce qui concerne l'avenir des exportations de GNL depuis la Pennsylvanie : en l'absence d'infrastructures dans cet Etat, le GNL doit aujourd'hui être exporté depuis d'autres États côtiers comme le Maryland, le Texas ou la Louisiane, ce qui augmente les coûts. La mise en œuvre du règlement (UE) 2024/1787 du 13 juin 2024 concernant la réduction

des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie a été également abordé à cette occasion.

3. Le Département de l'Énergie réunit les pays du « Vertical Gas Corridor » pour renforcer la coordination énergétique

Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [accueilli](#) le 25 février des responsables de Bulgarie, de Grèce, de Roumanie, de Moldavie, d'Ukraine et de la Commission européenne afin de faire avancer les travaux sur le « Vertical Gas Corridor ». La réunion s'inscrivait dans les suites du Sommet du Partenariat pour la coopération énergétique transatlantique à Athènes en novembre 2025 et du Sommet sur la sécurité du gaz transatlantique à Washington, D.C. en février 2026.

Cette discussion technique a réuni les ministères de l'Énergie, les régulateurs nationaux et les opérateurs de systèmes de transport (TSO) pour discuter de la capacité du Vertical Gas Corridor à permettre le flux nord du GNL américain regazéifié en provenance de Grèce et d'élargir l'accès aux marchés européens : résolution des points de friction réglementaires qui impactent la planification à long terme, harmonisation des tarifs, examen des investissements en infrastructures nécessaires.

Selon le communiqué, cette réunion illustre l'engagement du DoE à renforcer le leadership énergétique américain et à aider ses alliés à obtenir des alternatives fiables aux fournisseurs d'énergie adversaires.

4. Les promoteurs de GNL américains signent en 2025 le plus grand volume de contrats de vente et achat depuis 2022

L'Administration d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 3 mars que, selon les données du Département de l'Énergie (DoE) et des sites web d'entreprises, les promoteurs américains ont signé des accords de vente-achat (SPA) pour 40 millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2025 provenant d'installations d'exportation prévues. Ce volume de GNL équivaut à 5,2 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j), soit le volume le plus élevé depuis 2022 (7,0 Bcf/j)

Les SPA spécifient les termes et conditions des transactions entre vendeurs et acheteurs, y compris les volumes de GNL, la durée du contrat, les prix et les frais de liquéfaction. Ils sont essentiels pour obtenir une décision finale d'investissement (FID) pour la construction d'un terminal GNL. Selon EIA, des conditions contractuelles favorables et une demande croissante de GNL en Europe et en Asie ont contribué à l'augmentation des signatures de SPA en 2025. De plus, le DoE a repris la révision des permis

d'exportation de GNL après une pause initiée en 2024, qui avait ralenti la capacité des développeurs à obtenir des SPA.

L'EIA précise qu'environ 95 % des volumes vendus étaient sous des SPA de 20 ans. En ce qui concerne les prix, 56 % des volumes vendus sont confirmés comme indexés au prix de référence américain Henry Hub contre 67 % en 2024. La plupart des volumes de GNL contractés en 2025 l'ont été en Europe et en Asie. Les acheteurs au Moyen-Orient se sont contractés pour une part plus faible des volumes. L'EIA rappelle cependant que les contrats SPA offrent généralement une flexibilité de destination, permettant aux acheteurs de livrer du GNL à n'importe quelle destination tant que cela respecte les autorisations d'exportation du DoE et la législation américaine.

Brèves

- Le département de l'Énergie (DoE) a [approuvé](#) le 26 février une autorisation d'exportation pour une expansion de 12 % des exportations au terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Cheniere Energy à Corpus Christi (Texas). Le secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, a signé cette autorisation lors d'une visite du terminal.
- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [publié](#) le 27 février un nouveau [rapport](#) mettant en lumière cinq années de progrès dans la prévention, la détection et le contrôle des espèces envahissantes dans les espaces fédéraux terrestre et aquatique. Le communiqué souligne à cette occasion les effets d'une stratégie lancée lors du premier mandat du président Trump, par laquelle le DoI a notamment simplifié les démarches administratives permettant des réactions plus rapides, fait progresser des projets de contrôle à grande échelle, et de nouveaux outils pour gérer des espèces nuisibles.
- L'Administration d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 5 mars que la production nette d'électricité aux États-Unis avait atteint un record en 2025. Les États-Unis ont produit 4,43 térawattheures (TWh) d'électricité, soit une hausse de 2,8 % par rapport à la production de 2024, ce qui constituait auparavant le total annuel le plus élevé dans les données de l'EIA depuis 1949. En 2025, les ventes au détail d'électricité aux États-Unis vers les clients finaux, qui constituent un indicateur clé de la demande, ont augmenté par rapport à 2024 dans les trois secteurs : résidentiel (de 10 %), commercial (de 4 %) et industriel (de 1 %). L'EIA prévoit dans son [Short-Term Energy Outlook](#) que la production d'électricité, stimulée par une demande plus élevée, continuera de croître en 2026 et 2027.

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire américain aux Transports annonce un financement du transport public dans les villes hôtes de la Coupe du Monde 2026

Le Secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 3 mars l'octroi par l'Administration fédérale des transports publics (FTA) d'un financement de 100,3 M\$ destiné aux réseaux de transport public des villes américaines hôtes de la Coupe du monde de la FIFA 2026.

Ce soutien vise à permettre aux collectivités concernées d'adapter et d'étendre leur offre de transport afin de faire face à l'augmentation attendue de la fréquentation autour des stades et des sites d'événements. Le Département des Transports, en coordination avec les collectivités locales concernées, entend ainsi contribuer à l'organisation de la compétition dans des conditions optimales de sécurité et de fluidité des déplacements.

Ce soutien fédéral est rendu possible par l'adoption du Consolidated Appropriations Act pour l'exercice budgétaire 2026. Les crédits alloués financeront les dépenses de planification, d'investissement et d'exploitation liées à l'organisation des matchs et des événements publics associés dans les villes hôtes américaines.

Industrie

Brèves

- Le 2 mars 2026, le groupe Toyota Motor a [relevé](#) son offre de rachat sur Toyota Industries, sa plus grande filiale, à 20 600 yens par action, valorisant l'opération à près de 30 Md\$, après plusieurs mois de pression de l'investisseur activiste Elliott Investment Management, qui détenait 7,7 % du capital de la filiale. Ce relèvement constitue une victoire notable pour le fonds, qui contestait la valorisation initiale du groupe. Les actionnaires de Toyota Industries auront jusqu'au 16 mars pour décider s'ils souhaitent céder leurs actions dans le cadre de l'offre.
- Le 5 mars 2026, le groupe aérospatial américain Sierra Space, spécialisé dans la défense et les infrastructures spatiales commerciales, a [clôturé](#) un tour de financement à hauteur de 550 M\$, portant la valorisation totale de l'entreprise à 8 Md\$.

Cette levée de fonds vise l'extension de ses capacités de production et le développement de ses technologies innovantes pour ses clients du secteur de la défense américain.

- Le 5 mars 2026, Bloomberg [rapporte](#) que le groupe Oracle prévoirait un plan de licenciement massif qui concernerait des milliers d'emplois au sein de toutes ses divisions. Cette décision permettrait de faire face à la crise de trésorerie que subit actuellement le groupe dans le cadre de sa stratégie d'envergure de construction de data centers.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 3 mars 2026, le groupe français Banijay Group a [annoncé](#) un partenariat stratégique avec le studio britannique All3Media afin de regrouper leurs activités de production audiovisuelle au sein d'une nouvelle entité commune valorisée à plus de 7 Md€. Détenue à parité par Banijay et le fonds d'investissement américain RedBird IMI, la structure prendra néanmoins le nom de Banijay, illustrant la position dominante du groupe français dans l'opération, menée avec l'appui de Rothschild & Co. Producteur de formats et de séries à succès, All3Media réalise environ 40 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Ce rapprochement crée ainsi l'un des principaux producteurs audiovisuels indépendants au monde, dans un contexte de consolidation accélérée du secteur.

Agriculture et industrie agroalimentaire



Un 62ème salon de l'agriculture marqué par une absence de moral : moins de public... car pas de vaches exposées, de nombreuses filières en crise, des échanges commerciaux pays-tiers perturbés par des droits de douane ou de rétorsion .

Dans le cadre de la réunion annuelle du réseau des conseillers agricoles du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire qui se tient, chaque hiver, à l'occasion du salon international de l'agriculture (SIA), le pôle agricole du SER de Washington s'est rendu, à Paris, pour la 62ème édition du SIA qui se tenait du 21 février au 1er mars 2026. Placée sous le thème « Générations Solutions », cette édition a mis l'accent sur les pratiques durables et le renouvellement des générations d'agriculteurs.

Fait inédit, en raison de l'épizootie de dermatose nodulaire contagieuse qui frappe la France depuis juillet dernier, aucun bovin n'a été présenté au salon, alors même que les races bovines françaises, si diverses et si éloquentes de la variété de nos terroirs, constituent le « clou du spectacle ». Le salon de l'agriculture est une opportunité unique où acteurs professionnels, représentants institutionnels et grand public se rencontrent et échangent sur l'état de l'agriculture française. Force est de constater qu'au-delà du

succès populaire mitigé de cette édition, l'ambiance et l'état d'esprit des agriculteurs étaient moroses.

Le pôle agricole de notre ambassade a notamment été convié à partager son point de vue lors d'une conférence organisée par FranceAgriMer, ouverte à la [presse](#), sur « l'impact de la géopolitique sur le fret maritime mondial », notamment pour le commerce agricole et agroalimentaire, et sur l'état des soutiens économiques à l'agriculture américaine, en comparaison des soutiens chinois et brésiliens, à l'occasion du dîner organisé par l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture.

Il a par ailleurs rencontré nombre d'organisations professionnelles, qu'il s'agisse des secteurs des vins & spiritueux, de la viande, du lait, de la génétique animale, des fruits & légumes ou encore des grandes cultures et des semences végétales.

Bien entendu, les différents interlocuteurs des conseillers agricoles en poste à Washington ont été avides de leurs analyses sur la politique tarifaire de l'administration Trump et des conditions d'accès au marché américain (2ème marché d'exportation pays-tiers en 2025 derrière le Royaume-Uni mais deux fois plus important qu'avec la Chine, 4ème, derrière la Suisse pour la première fois depuis 2011). Au-delà des droits de douane qui seront finalement arrêtés et pratiqués par la partie américaine sur les exportations agroalimentaires françaises, c'est d'abord la situation d'instabilité et d'incertitudes qui entoure cette politique qui préoccupent le plus les professionnels. Enfin, la semaine s'est achevée par un échange informel avec des représentants de l'U.S. Department of Agriculture (USDA), en poste à l'ambassade des Etats-Unis à Paris et à la Mission des Etats-Unis à Bruxelles.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 24 février, Meta a [annoncé](#) un partenariat pluriannuel avec AMD pour déployer jusqu'à 6 gigawatts de puces dans ses centres de données dédiés à l'IA. L'accord, évalué à plus de 100 Mds\$, pourrait conduire à une prise de participation de Meta jusqu'à 10 % du capital d'AMD. Meta a par ailleurs conclu des [accords comparables](#), bien que de moindre ampleur, avec Google et Nvidia pour sécuriser son approvisionnement en puces auprès de ces derniers.
- Le 27 février, OpenAI a [annoncé](#) un partenariat stratégique avec Amazon incluant un investissement de 50 Mds\$. L'accord

prévoit entre autres le déploiement de l'infrastructure de calcul et l'utilisation des puces d'Amazon pour l'exécution des modèles d'OpenAI, le développement de modèles personnalisés pour les applications destinées aux clients d'Amazon et la mise à disposition d'un environnement cloud partagé permettant de créer et gérer des agents d'IA.

- Le 3 mars, dans le cadre d'une [conférence](#), le PDG d'Anthropic Dario Amodei a indiqué que les projections de revenus annuels de l'entreprise devraient dépasser 19 Mds\$, soit une forte progression par rapport aux 9 Mds\$ enregistrés en 2025.
- Le 4 mars, Donald Trump a [présenté](#) le « Ratepayer Protection Pledge », un engagement volontaire de sept grandes entreprises d'IA américaines (Google, Microsoft, Meta, Amazon, Oracle, OpenAI, xAI) pour protéger les ménages contre la hausse des prix de l'électricité générée par leurs centres de données. La charte engage notamment les entreprises signataires à (i) produire, acheter ou mettre en service l'électricité nécessaire à leurs centres de données, (ii) financer les infrastructures de raccordement, (iii) payer ces coûts même si l'électricité n'est pas utilisée, (iv) soutenir l'emploi local et la formation, (v) contribuer à la résilience des réseaux électriques.

Santé

6. NVIDIA renforce ses liens avec le secteur de la santé et des biotechnologies

Le 3 mars, le Chief Information & Digital Officer du géant pharmaceutique américain Eli Lilly, Diogo Rau, et son Chief AI Officer, Thomas Fuchs, ont [inauguré](#) le nouveau superordinateur né de leur partenariat avec NVIDIA, LillyPod, qui doit aider le laboratoire à accélérer son développement de traitements innovants. Cette collaboration s'inscrit dans une stratégie plus large de Lilly et NVIDIA visant à transformer le secteur pharmaceutique grâce à l'IA, avec l'ambition de passer d'un cycle de développement de médicaments d'environ 10 ans traditionnellement à 5 ans, en automatisant des tâches de recherche, d'essais cliniques et de production.

Au-delà de ce partenariat, NVIDIA multiplie les collaborations dans les secteurs de la santé numérique et des biotechnologies. Le 3 mars, l'entreprise Droplet Biosciences, spécialisée dans le développement

de solutions de diagnostic, a aussi [annoncé](#) la conclusion d'un partenariat avec le géant des semi-conducteurs américain, qui doit lui permettre d'accélérer significativement ses délais d'analyse génomique grâce à l'utilisation de l'IA.

Brèves

- Le 2 mars, lors de la conférence TD Cowen sur le secteur de la santé, le CEO de l'américain Pfizer, Albert Bourla, a [déclaré](#) qu'il y avait « un problème avec le leadership du CBER [Center for Biologics Evaluation and Research] », le département de l'agence Food and Drug Administration (FDA) chargé de l'encadrement des vaccins aux Etats-Unis. A. Bourla a dit craindre que « le directeur actuel ne suive pas les recommandations de ses équipes », avec lesquelles Pfizer entretenait des « collaborations professionnelles très productives ». Il a précisé que son entreprise n'envisageait pas de repenser sa stratégie en matière de vaccins sur la base des récentes décisions rendues par le CBER en la matière. Ces déclarations sont intervenues suite au récent revirement de la FDA s'agissant de la demande de mise sur le marché du concurrent de Pfizer, l'américain Moderna, pour son vaccin à ARN messager mRNA-1010. Après avoir initialement refusé d'examiner la demande de mise sur le marché de Moderna, la FDA avait finalement indiqué qu'elle procéderait à cet examen suite à un entretien avec l'entreprise [voir [Brèves sectorielles du 20 février 2026](#)].
- Le 5 mars, le géant de la distribution pharmaceutique CVSHealth et Google Cloud ont [annoncé](#) un partenariat stratégique afin de personnaliser l'expérience des clients et patients. Ce partenariat consiste notamment dans la création d'une plateforme numérique, Health100, utilisant l'IA agentique pour mieux orienter les consommateurs et faciliter l'accès aux biens et services de santé.
- Le 5 mars, le laboratoire américain Eli Lilly a [annoncé](#) le lancement de sa plateforme pour employeurs « Employer Connect » destinée à aider les entreprises américaines à élargir la couverture des traitements contre l'obésité pour leurs salariés. Le programme démarre avec plus de quinze administrateurs indépendants de programmes de santé et un réseau national de pharmacies, et permet notamment l'accès au médicament Zepbound (tirzepatide) à un prix d'environ 449 \$ par dose via les pharmacies partenaires. Selon l'entreprise, l'initiative vise à combler un déficit de couverture alors que plus de 100 millions d'adultes américains

souffriraient d'obésité et que près de la moitié des salariés couverts par des assurances privées n'auraient pas accès aux traitements correspondants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)